

## Quand la délinquance en dit long sur les journaux... Les mêmes faits, mais des traitements différents

**L**e mardi 13 novembre 2012, *Le Figaro* publie les chiffres officiels des crimes et délits constatés en octobre 2012, ce qui autorise des comparaisons avec les faits enregistrés un an plus tôt. Des indicateurs révèlent une nette augmentation de la délinquance... Et la machine politico-médiatique va s'emballer.

Dans la matinée, Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, diffuse un communiqué pour montrer l'instrumentalisation et la manipulation politique des chiffres. À l'Assemblée nationale, l'après-midi, lors de la séance de questions au gouvernement, plusieurs députés interpellent successivement le ministre de l'Intérieur ou la ministre de la Justice.

En réponse à Éric Ciotti (UMP, Alpes-Maritimes), Manuel Valls s'emporte : « *C'est vous qui avez échoué. L'esbroufe, c'est vous ! L'échec, c'est vous ! La hausse de la délinquance, c'est vous ! Les suppressions de postes de policiers et de gendarmes, c'est vous !* » Et le ministre de rajouter :

« *Le retour du terrorisme dans ce pays, c'est vous ! La division des Français, c'est vous ! Vous n'avez pas protégé les Français !* »

Tout s'enchaîne. Pierre Lellouche (UMP, Paris) veut s'en prendre physiquement au ministre. Les invectives fusent de toute part. Le président de l'Assemblée, Claude Bartolone, est contraint de lever la séance... Dans la foulée, le président de la République, François Hollande, ne pouvait ignorer les événements lors de sa conférence de presse.

Ces événements apparaissent inclassables. *Ouest-France*, quotidien régional, les positionne en rubrique « France ». *Libération* opte pour « Sécurité » ; *Aujourd'hui en France* pour les « Faits divers » ; avec *Le Figaro*, nous sommes en « Société », et avec *Le Monde*, en « Politique ».

Les faits peuvent différer d'un quotidien à l'autre. *Ouest-France* évoque les cris, le tumulte et la suspension de séance, puis une « reprise ». *Libération* mentionne également une « reprise des débats »... Par contre, *Le Monde*, dans son édition du 15 novembre, précise que Claude Bartolone a été contraint de lever la séance et... qu'elle ne reprendra pas !

Les photographies qui illustrent l'article de trois quotidiens ne sont pas anodines. On ne sait pas vraiment s'il s'agit de photos prises sur place ou des captures d'écran de télévision. Dans *Ouest-France*, en tout cas, Manuel Valls pointe le doigt vers l'avant – vers les députés de droite ? – et



Les accusations de Manuel Valls ont provoqué la colère de la droite.

*Ouest-France*



Manuel Valls (à l'Assemblée) veut « reformer l'appareil statistique pour le rendre totalement transparent ».

*Le Figaro*



ASSEMBLÉE NATIONALE (PARIS VII<sup>e</sup>), HIER. Manuel Valls.

*Aujourd'hui en France*



### Civilités

*Le Figaro* : dans le corps de l'article, chacun a droit à son prénom et à son nom – donc Manuel Valls, François Hollande, Claude Bartolone, Éric Ciotti, Christian Jacob, Nathalie Kosciusko-Morizet... Valls perd son prénom dans le titre, mais c'est pour tenir sur une ligne.

*Ouest-France* : même rigueur, sauf avec un « Lellouche » sans prénom à sa seconde apparition. Sans doute une négligence ?

*Aujourd'hui en France* : rigueur similaire même si Manuel Valls perd son prénom à deux reprises.

*Libération* : les signes typographiques, c'est de l'espace, donc du papier, et cela coûte cher... Pas de petite économie ! On a le prénom et le nom à la première utilisation, puis seulement le nom.

*Le Monde* : également le prénom et le nom à la première apparition, puis un prénom qui disparaît au profit du « M. » suivi du nom.



## La diffusion payée des différents quotidiens

	2011	2010
Ouest-France .....	748 223	757 128
Aujourd'hui en France + Le Parisien .....	457 161	463 080
Le Figaro .....	329 367	325 509
Le Monde .....	321 251	314 623
Libération.....	123 114	116 795
Les Échos.....	121 729	118 017
La Croix .....	94 620	95 529

Source : OJD (www.ojd.com).

Les statistiques de la diffusion payée des journaux, comme celles des crimes et délits constatés, sont à prendre avec beaucoup de précautions. Même contrôlées par l'OJD (association pour le contrôle de la diffusion des médias), les données se prêtent à des biais. De fait, tous les médias de presse écrite ont intérêt à montrer une forte diffusion pour attirer les publicitaires... et à montrer une diffusion en progression, ou au moins stabilisée. Par exemple, des opérations commerciales peuvent permettre d'accroître artificiellement les données. En outre, la diffusion numérique crée aujourd'hui un certain flou.

accuse (photographie signée « SIPA » – c'est le nom du groupe qui possède *Ouest-France*. *Aujourd'hui en France* préfère une photo qui montre le ministre avec un doigt toujours tendu, mais le bras replié : il explique... *Le Figaro* utilise également une photo pour illustrer son article, mais elle est beaucoup plus neutre. Il s'agit d'ailleurs d'une photo d'agence (AFP).

### Le président de la République en tire du bénéfice

Mais comment la presse relate-t-elle les déclarations de François Hollande sur ces événements ? *Le Figaro* cite le président de la République : « Si je puis donner un conseil (...) à ceux qui sont au gouvernement, à ceux qui sont dans l'opposition : ne perdons pas notre temps, ne nous divisons pas, ne polémiquons pas, ne cherchons pas à utiliser je ne sais quelle phrase à des fins de politique intérieure »... Le chef de l'État a appelé à « l'unité de la nation » pour combattre le terrorisme. Il a souligné que le ministre de l'Intérieur faisait « remarquablement bien son travail ». Et *Le Figaro* également, en rapportant fidèlement les propos du président de la République... Mais fallait-il titrer : « Le rappel à l'ordre de François Hollande » ? On comprend – sans doute à tort ? – qu'il s'agit d'un rappel à l'ordre qui vise Manuel Valls. Mais où est le rappel à l'ordre puisque le ministre fait « remarquablement bien son travail » ?

*Libération* tombe dans le même piège : « Le président de la République a été obligé hier de recadrer le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, après ses propos (...) ». *Ouest-France* est beaucoup plus neutre et synthétique : « Le Président, pendant sa conférence de presse, a salué le travail "remarquable" de son ministre de l'Intérieur. Mais, "face aux menaces de terrorisme qui demeurent", il a exhorté "le gouvernement et l'opposition à ne pas polémiquer" et souhaité "l'unité de la nation" ».

Au *Monde* (qui paraît le lendemain), on lit manifestement la presse concurrente (*Libération* et *Le Figaro*). On retrouve le « recadrage » dans le titre et le « rappel à l'ordre » dans le texte, paradoxalement juste avant la reprise des propos de

François Hollande. Cependant, *Le Monde* néglige de souligner que le président de la République a déclaré que le ministre fait « remarquablement bien son travail »...

C'est finalement *Aujourd'hui en France* qui exprime le mieux le contexte avec un intertitre : « François Hollande arbitre ». De fait, voilà un François Hollande au dessus des partis politiques, avec une réelle stature présidentielle. Si Manuel Valls fait remarquablement bien son travail de ministre de l'Intérieur, il collabore également – sans doute bien inconsciemment – avec l'équipe de communication de l'Élysée...

### La Croix : pas polémique... Pédagogique !

*Les Échos* traite très rapidement ce que le quotidien appelle un « incident au Palais-Bourbon ». Mais il s'agit d'abord d'une publication économique et la conférence de presse de François Hollande est nécessairement plus intéressante pour son lectorat.

*La Croix* ne consacre pas une seule ligne aux événements. Par contre, dans sa rubrique « Votre question du jour », le quotidien donne la parole à Christophe Souleze, criminologue, chef du département de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP), qui répond à la question : « La délinquance en France est-elle vraiment en hausse ? » Dans une démonstration magistrale, le spécialiste nuance considérablement la lecture que l'on peut faire des statistiques brutes.

Comparer les données d'un mois par rapport au même mois de l'année précédente « n'a aucun sens », annonce d'emblée le spécialiste. Et Christophe Souleze d'expliquer : « Octobre 2012 est un mois atypique puisque les deux derniers jours de septembre, qui tombaient un week-end, ont été reportés sur le mois d'après. À l'inverse, octobre 2011 comportait deux jours d'enregistrement des faits en moins. La hausse est donc logique, poursuit-il, puisque, en tout, il y a un écart de quatre jours de collecte statistique entre les deux périodes ».

Christophe Soullez montre encore que des raisons totalement conjoncturelles peuvent expliquer des variations (par exemple, une période de grand froid va faire baisser les crimes et délits constatés).

Certes, les statistiques de la Gendarmerie pour les derniers mois sont à la hausse (contrairement à ceux de la Police qui sont stables). Le criminologue suggère plusieurs hypothèses. « *Les causes sont certainement multiples* », avance Christophe Soullez, rappelant que les statistiques « *ne reflètent pas la criminalité mais l'activité policière* ».

Bref, avec le spécialiste de l'ONDRP, on comprend qu'aucun crédit ne peut être apporté aux statistiques des crimes et délits constatés... Pourtant, *Le Figaro* insiste : l'explosion des violences en zone gendarmerie remonte à cinq mois seulement. Et comme si cela ne suffisait pas, le quotidien a recours à un expert qui confirme la « *forte hausse de certains indicateurs de la délinquance en zone gendarmerie* ». Deux fois le même message. L'expert a beau dire qu'il faut « *analyser ce décrochage* », on ne l'entend plus... Au fait, à quel spécialiste *Le Figaro* a-t-il fait appel : à Christophe Soullez, « *actuel directeur de l'ONDRP* ». Le même expert que pour *La Croix*, sauf que ce quotidien lui a permis de développer son argumentation, alors que *Le Figaro* a manifestement sélectionné les informations qui l'arrangeaient. Au passage, on observe que le « *chef du département* » de l'ONDRP en est devenu « *directeur* » pour *Le Figaro*. L'ONDRP dépend, en fait, de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ), qui a pour directeur André-Michel Ventre.

*La Croix* est le seul quotidien à se lancer dans une analyse critique des statistiques sur les crimes et délits constatés. On peut formuler l'hypothèse que d'autres quotidiens ont hésité à le faire, ou plutôt à le refaire, car Manuel Valls a annoncé, dès sa nomination, son intention de procéder à une mise à plat de ce système statistique sur l'activité de la Gendarmerie et la Police. À ce moment-là, les journaux avaient nécessairement développé les limites des données.

Tout de même, *Aujourd'hui en France* expose tous les reproches que l'on peut formuler à l'encontre du système statistique actuel. Cependant, le quotidien ne l'analyse pas lui-même mais donne la parole au ministère de l'Intérieur, ce qui en relativise la portée. De plus, *Aujourd'hui en France* choisit son camp en utilisant une infographie qui attire le regard et dont on retiendra prioritairement le message : « *Les violences en hausse de 9 %* ».



Source : *Aujourd'hui en France*

**Dossier réalisé avec le concours de volontaires en service civique et d'étudiants dans le cadre de leur formation citoyenne et/ou technique.**



### Qui sont les propriétaires ?

**Ouest-France** : la publication appartient au groupe SIPA – Ouest-France, lui-même détenu par l'Association pour le soutien des principes de la démocratie humaniste, créée en 1990 et présidée par Jacques Duquesne. La Société d'investissements et de participations (SIPA) possède, entre autres, les Journaux de la Loire (*Le Maine Libre*, *Le Courrier de l'Ouest* et *Presse Océan*), ainsi que Publihebdo (soixante-quinze hebdomadaires dans tout le nord de la France).

**Aujourd'hui en France + Le Parisien** : il s'agit de deux publications du groupe Amaury (75 %) et de Lagardère Active (25 %). Le groupe Amaury publie également le quotidien sportif *L'Équipe*, ainsi que *France Football*. La filiale ASO est l'organisatrice du Tour de France.

**Le Figaro** : il s'agit d'une publication de la Socpresse, entièrement contrôlée par le groupe Dassault, et donc Serge Dassault, industriel et sénateur UMP de l'Essonne.

**Le Monde** : le groupe Le Monde est contrôlé depuis 2010 par la société Le Monde libre (64 % du capital), elle-même détenue par les hommes d'affaires Pierre Bergé, Matthieu Pigasse (*Les Inrockuptibles*) et Xavier Niel (fondateur de Free), ainsi que le groupe de presse espagnol Prisa. Parmi les actionnaires minoritaires, Le Monde Partenaires et Associés (LMPA – 19 %) et Le Monde indépendant (15 %) constituent une minorité de blocage.

**Libération** : le quotidien dépend de la holding Refondation, qui compte parmi ses principaux actionnaires l'homme d'affaires Édouard de Rothschild (36 %) et les héritiers de l'éditeur italien Carlo Caracciolo (31 %). La Société des personnels détient aujourd'hui moins de 1 % du capital.

**Les Échos** : le quotidien économique appartient au groupe Les Échos, pôle médias du groupe LVMH (Bernard Arnault).

**La Croix** : le quotidien catholique appartient au groupe Bayard Presse, lui-même propriété de la congrégation des Augustins de l'Assomption. Le groupe Bayard Presse publie également *Le Pèlerin*, *Notre Temps*... La congrégation possède aussi les éditions du Centurion.